

Pouvoir et liberté dans les sociétés de la connaissance

“Raison Publique” (juin 2010),

(<http://www.raison-publique.fr/Pouvoir-et-liberte-dans-les.html>)

Daniel Innerarity

Tout progrès humain a nécessairement ce que l'on pourrait appeler sa *face sombre*, celle où l'on imagine les désastres qui pourraient suivre de ce progrès. Le développement du savoir, aujourd'hui, ne fait pas reculer la peur d'une menace secrète qui serait en lui et nous guetterait. Notre pouvoir de voyager, de communiquer, de connaître, de faire valoir notre opinion, s'accroît de jour en jour, mais il est fascinant de constater que nos doutes s'accroissent également, que ce pouvoir nous apparaît chaque jour plus illusoire et que nous prêtons une oreille toujours plus attentive aux discours dénonçant les mesures répressives, mises en œuvre par de puissantes institutions, à l'encontre d'individus démunis de tout pouvoir. Le discours contre l'oppression que les grandes institutions (l'État, l'éducation, les moyens de communication, la médecine) exerceraient sur des individus sans défense (citoyen, travailleur, électeur, élève, patient) paraît aujourd'hui encore convaincant. Les descriptions apocalyptiques des sociétés contemporaines nous ont habitués à imaginer des victimes impuissantes, des consommateurs manipulés, des touristes trompés, des électeurs égarés et des travailleurs ignorants. Dans une telle perspective, la science et la technique sont dénoncées comme les complices de ces institutions puissantes et les instruments d'une couche sociale exerçant un nouveau type d'oppression. Si ces dénonciations fascinantes étaient en outre

fondées, nous nous trouverions devant ce paradoxe : plus la société est rationnelle, plus la politique est irrationnelle.

La notion de société de la connaissance qui sera ici ébauchée est incompatible avec cette crédulité ou naïveté scientifique qui considère que le savoir scientifique est illimité, tout comme le seraient les possibilités de manipulation de la réalité sociale. Je suis plutôt sceptique face à l'utopie – positive pour certains, terrifiante pour d'autres – d'une rationalisation totale de l'irrationalité, d'une disparition des identités locales, de la destruction des formes non-scientifiques, traditionnelles, du savoir. Il est vrai qu'aucune réalité sociale, économique ou culturelle n'échappe aux effets du savoir scientifique et technique. Mais cette importance sans précédent qu'il a acquise dans nos sociétés n'entraîne pas, à mes yeux, la disparition des autres formes de vie et d'action.

J'essaierai de défendre ici une opinion qui, même si elle ne plaira guère à ceux qui espèrent de grandes perspectives sur le futur (en version optimiste ou en version pessimiste), me paraît plus raisonnable que l'opinion opposée : la société de la connaissance est plus favorable aux libertés personnelles que toutes les autres formes de société qui l'ont précédée. Cette liberté est, pour une part importante, la contrepartie de ce fait que les hommes, pour leur bonheur ou leur malheur, ne peuvent désormais faire ni beaucoup de bien ni beaucoup de mal. Il y a un excès de confiance en la science et en la technique, aussi bien chez ceux qui attendent d'elles la solution de tous les problèmes que chez ceux qui les considèrent responsables de tous les maux, y compris des malheurs hypothétiques. La vie n'est pas si aisément malléable, elle ne s'adapte pas aussi bien à la technique que le souhaitent les partisans enthousiastes de celle-ci ou le craignent ses détracteurs. Il existe de nombreuses limites, et bien des obstacles, à l'application de la science à la réalité, certains

surmontables et d'autres, malheureusement, qui ne disparaîtront pas de si tôt. En réalité, le développement de la science ne s'accompagne pas d'une réduction de l'incertitude, du risque et de l'imprévisibilité. C'est pourquoi, dans les sociétés actuelles, le problème est bien plutôt celui de savoir comment gouverner une réalité sociale si enchevêtrée, totalement à l'opposé de cette société malléable dont la science-fiction nous donne l'image, où divers centres conspirent en vue de la maîtrise absolue du pouvoir.

a. La critique de la civilisation technologique et scientifique

Dans les années 60 du siècle dernier, des théoriciens de la société de diverses tendances politiques – des conservateurs jusqu'aux néo-marxistes, de Schelsky (1961) à Marcuse (1964) – ont mené à bien une critique implacable de la civilisation technique et scientifique, en dénonçant le déploiement imminent d'une culture régie par la science et le danger d'un État technicien. Tous se lamentaient sur la perte de l'individualité censée menacer l'homme moderne. La tonalité générale était une critique de la rationalité instrumentale, dans laquelle ces auteurs voyaient l'origine de toute manipulation et de tout contrôle par la société. Le temps était propice aux scénarios sombres sur le futur : la science semblait avoir transformé le cauchemar apocalyptique d'une destruction du monde en possibilité bien réelle. On présageait des dynamiques évolutives divergentes inéluctables, d'un côté la diminution des capacités d'action des agents individuels, de leur pouvoir de se forger une opinion personnelle et de défendre leur identité, de l'autre la conspiration des élites occultant systématiquement leurs propres intérêts : menaces contre l'autonomie personnelle, structures répressives, décomposition de la sphère privée, contrôle très étroit et efficace de toutes les activités

humaines, prescriptions et règles toujours plus nombreuses et détaillées, etc.

À la suite de ces travaux, la critique du pouvoir croissant de la science et de la technique devint une occupation rituelle. La compétition pour l'épithète la plus appropriée supposait un destinataire bien identifiable. L'imagination discursive multiplia les formules : *l'impérialisme menaçant de la raison instrumentale* (Weizenbaum), le danger d'une *colonisation agressive du monde ambiant* (Habermas), le caractère inévitable d'une *nouvelle taylorisation du monde du travail* (Volpert). C'est dans ce contexte qu'apparurent des thèses comme celle de Bell (1960), ou celle de la fin des idéologies, ou encore celle de Robert Lane (1966) qui pronostiquait le début d'une nouvelle ère où le savoir scientifique réduirait la signification de la politique. Au même moment, on annonçait la constitution de formations sociales dénoncées comme *État technique, civilisation scientifico-technique* (Mumford 1962, Schelsky 1961), ou, plus tard, et de manière plus subtile, *société enrégimentée* (G. Böhme 1984, 15), c'est-à-dire une société où le pouvoir disposerait d'une grande quantité de données concernant les citoyens.

Ces analyses, et bien d'autres à la même époque, accordaient à tort une confiance excessive à l'efficacité pratique de la technique et de la science. Rétrospectivement, nous pouvons dire aujourd'hui, après vingt-cinq ans de théories de la société post-industrielle, que nous somme devenus plus prudents et sceptiques. Ni les espérances technocratiques ni les craintes humanistes n'ont été confirmées par la réalité. Jean-Jacques Salomon (1973, 60) a sans doute raison de dire que le mythe d'une humanité progressant grâce à la science a pu être dépassé, paradoxalement, par le développement scientifique lui-même.

La critique de la science, qui est devenue aujourd'hui un lieu commun, mérite d'être révisée, en particulier parce qu'elle naît, pour une bonne part, d'une conception erronée du savoir scientifique. Le pouvoir social de la science et de la technique ne détermine pas tous les aspects et toutes les étapes de la vie humaine, comme le craignent ou l'espèrent ceux qui pensent cette détermination comme un destin inexorable de la modernité. Une telle hypothèse repose sur une surestimation du pouvoir que le savoir scientifique exerce sur la société, elle ne prend pas en compte le fait que ce savoir, même dans les sociétés modernes, est limité. Max Weber et Karl Mannheim attiraient déjà l'attention sur le fait que le progrès capitaliste-rationaliste était limité et ne pouvait s'imposer qu'à certains aspects de la vie sociale.

Le fait que la science influence considérablement le monde social ne signifie pas nécessairement que tous les citoyens aient intériorisé la vision scientifique du monde, que celle-ci se soit substituée au sens commun, que le pouvoir politique s'exerce d'une manière centrale et autoritaire, qu'il n'y ait plus de limites à l'application du savoir scientifique, ou que ces applications soient désormais dénuées de risques. La planification pourrait même déboucher sur une flexibilité plus grande, sur des alternatives plus nombreuses, sur des conséquences pratiques plus imprévisibles, etc. De ce point de vue, les craintes face à un supposé contrôle rationnel de la société apparaissent beaucoup moins fondées.

Le concept de technique ici mis en œuvre suppose, par ailleurs, des prémisses discutables. On tient pour évident, d'une part, que les processus sociaux ont, face à la logique de la technique, une élasticité, une malléabilité illimitée. Une telle idée repose sur la thèse pour le moins douteuse selon laquelle l'histoire se plierait docilement aux objectifs techniques des hommes. On conçoit le développement

technique, d'autre part, comme un processus autonome. Mais il est peu probable, selon moi, que le développement de la technique reçoive son impulsion d'une seule dynamique auto-référentielle, à savoir celle qui produit, pour un problème concret, la solution la meilleure, c'est-à-dire la plus efficace. Il apparaît plutôt que, parmi les conditions qui permettent d'améliorer un processus, il y a des préférences de caractère non technique. C'est le cas lorsqu'une des solutions techniques possibles est considérée comme préférable et, à ce titre, appliquée (Krohn et Rahmer 1985). L'introduction de nouvelles technologies ou le rejet de nouvelles possibilités techniques ne se décident pas exclusivement à partir de critères techniques. La technique n'est pas une contrainte absolue lorsque les critères qui permettent de choisir une solution technique déterminée émanent d'autres sphères de la vie sociale, ce qui paraît être le cas quand la décision se règle sur des préférences politiques, esthétique ou morales.

Un des principaux présupposés de la science moderne était sa capacité à se substituer aux autres savoirs. Les partisans et les ennemis de la science et des techniques modernes étaient les uns comme les autres convaincus que le savoir scientifique allait éliminer tout autre savoir (Marcuse 1964 ; Schelsky 1965 ; Bell 1973). Ils estimaient que les convictions traditionnelles ou irrationnelles seraient dissoutes par la rationalisation de l'action sociale. Les premières théories de la société de la connaissance portaient également la marque de cette conception positiviste de la science. Lane (1966) reflétait l'optimisme du début des années soixante lorsqu'il se disait convaincu du fait que la pensée scientifique allait dissoudre tout savoir antérieur et se substituer entièrement à lui, en le disqualifiant comme inapproprié, voire irrationnel. Mais cette élimination supposée des certitudes, des identités, des idéologies et

des espérances traditionnelles est plus un désir ou une crainte qu'une réalité effective. La science et la technique garantissent aussi la survie de formes d'action existantes : en un certain sens, on pourrait même dire qu'elles sont responsables du fait que de nombreux modes traditionnels de pensée et d'action perdurent. Lorsqu'on analyse le savoir en se gardant aussi bien de l'enthousiasme que de la crainte, il n'apparaît plus si étroitement lié au déterminisme positiviste et à ce que nous pourrions nommer cette logique de la *substitution*.

Un autre lieu commun de la critique de la civilisation technique et scientifique est le prétendu caractère inévitable de la concentration du pouvoir, dont témoignent clairement les moyens de plus en plus sophistiqués de contrôle sur la société. En fin de compte, les nouvelles technologies viendraient renforcer cet instrument de contrôle tant vanté par Bentham, le *panopticon* (Foucault 1975). Il est certes hors de doute que les nouvelles technologies de l'information permettent d'organiser la surveillance de manière bien plus efficace que dans les sociétés pré-modernes (Giddens 1990, 22). Mais la question reste ouverte de savoir si la société actuelle va déboucher sur un État autoritaire parfaitement organisé ou si le progrès des techniques créera les conditions d'une démocratie radicale. Il y a des techniques qui, parce qu'elles rendent possible une surveillance centralisée et généralisée, peuvent effectivement, comme certains le pensent, amorcer un processus inquiétant. Mais le développement technique, simultanément, ouvre de nouvelles possibilités à la décentralisation, aux initiatives locales, et même à une surveillance des surveillants effective et accessible à tous.

Les contraintes sociales propres aux sociétés de la connaissance ne sont pas celles dégagées par les théories traditionnelles des relations de pouvoir, et du pouvoir politique en particulier. Dans le concept traditionnel de pouvoir, la possession et l'usage de celui-ci sont

clairement assumés : il est possible de savoir qui est responsable de quoi, et les avantages et les coûts de l'exercice du pouvoir sont en règle générale précisément répartis, et de ce fait calculables. Mais toute recherche sur l'exercice du pouvoir dans nos sociétés de la connaissance doit partir du fait que les centres de décision y sont beaucoup plus diffus et que le pouvoir que la connaissance rend possible est d'une nature profondément différente de celui qu'on attendait d'elle à l'aube de l'époque moderne.

Dans les sociétés de la connaissance, l'action des hommes est fortement conditionnée par les effets du savoir scientifique et des applications techniques. Mais il apparaît que, dans le même temps, les formes de pensée et d'action, dans ces sociétés, peuvent être protégées de l'influence de la science de manière plus efficace, en raison des possibilités nouvelles et puissantes de résistance qui voient le jour. L'influence croissante de la science et de la technique est un processus qui n'est pas du tout contradictoire avec le caractère de plus en plus contingent et fragile de l'action sociale. Ce processus ne peut absolument pas être identifié à un dépassement définitif de l'irrationalité sociale par la rationalité scientifique.

Ce qui caractérise principalement les sociétés de la connaissance est le fait que les sciences et la technique offrent de nouvelles possibilités d'action à un nombre croissant d'acteurs, y compris pour résister à l'homogénéisation des comportements. La science et la technique multiplient et intensifient les possibilités de s'opposer aux évolutions dont elles sont elles-mêmes la cause. Elles ne mettent pas seulement en place des pouvoirs qui limitent les possibilités de choix, qui développent des contrôles plus efficaces et renforcent les relations de domination et les inégalités existantes. Elles élargissent également les possibilités d'action, les contre-pouvoirs, elles démystifient les autorités, permettent l'émergence de nouveaux groupes et de

nouveaux acteurs. On ne devrait pas considérer le savoir, dans sa relation au pouvoir, seulement comme un moyen de coercition – ainsi qu’il apparaît, au moins implicitement, dans de nombreuses conceptions du pouvoir – mais voir également en lui les possibilités qu’il offre d’opposer des résistances, d’organiser les oppositions ou de contourner le pouvoir. C’est pourquoi il n’est pas contradictoire d’affirmer que dans les sociétés de la connaissance coexistent un degré élevé de stabilité sociale et un degré tout aussi élevé de fragilité et d’insécurité.

Les obstacles qui s’opposent à la concentration du savoir tiennent pour beaucoup à la disparition d’un pouvoir unique exerçant son autorité sur la société. Pour utiliser une métaphore d’Alain Touraine (1984), les agents, dans la société de la connaissance, ne sont pas en relation avec un centre mais plutôt avec de multiples centres de décision qui forment une mosaïque plutôt qu’une pyramide. Malgré tous les discours dénonçant l’homogénéisation, il est clair que la société actuelle n’est plus constituée d’un petit nombre d’organisations puissantes et monolithiques (partis politiques, structures familiales, syndicats, Églises, groupes ethniques, strates ou classes sociales). Chacune de ces institutions connaît un processus de dispersion et décentralisation, dont la raison est à chercher dans la nature même de ce savoir qui s’est constitué en paradigme pour comprendre la société actuelle, dans le type de pouvoir qu’il rend possible et dans la faiblesse qui le caractérise.

b. Le pouvoir de la connaissance et ses limites

C’est devenu un lieu commun, chez les théoriciens de la société de la connaissance, que d’affirmer que l’influence de la collectivité, l’exercice du pouvoir et de la domination sont, dans une telle société, médiatisés chaque jour davantage par le savoir. Ce dernier y tient de

plus en plus le rôle qui était celui des facteurs classiques de la production (la propriété, le travail et la terre). L'application du savoir, et non plus la mise en œuvre des instruments traditionnels du pouvoir, est devenu le moyen par excellence de l'action sociale. Ce changement oblige à repenser l'organisation sociale en prenant en compte les caractéristiques d'un savoir qui n'est plus le même que le savoir qu'avaient en vue les sociologues classiques.

Le savoir des sociétés de la connaissance est un savoir fondamentalement dispersé. La compétence qu'il confère est si diversifiée, elle se prête à tant substitutions et de combinaisons, que les distinctions sociales, dans cette société, sont moins cohérentes, unidimensionnelles et homogènes que celles de la société industrielle. Des secteurs toujours plus larges de la population peuvent, chaque jour davantage, accéder, directement ou indirectement, à ce savoir.

La flexibilité du savoir se manifeste également dans le fait que ses applications pratiques sont moins évidentes, indiscutables et explicites que dans les sociétés traditionnelles. Le savoir y apparaît moins lié à des structures sociales définitives. Les changements les plus récents dans la structure sociale dépendent des modifications qui ont eu lieu dans la construction sociale du savoir. Je désigne par là l'importance croissante de la (ré)interprétation du savoir et sa conséquence, la disparition des attributs traditionnels du savoir (certain, fiable, définitif, ne prêtant pas à controverse). L'interprétation et la reproduction du savoir sont devenues des tâches sociales décisives.

Pour la même raison, le progrès de la science ne signifie pas que la planification, la prédiction et le contrôle politique soient devenus plus faciles. Dans certaines circonstances, le progrès scientifique va plutôt dans le sens d'une plus grande fragilité de la société et s'accompagne d'une conscience plus vive des limites inhérentes à tout savoir.

J'entends par là des limites de caractère épistémologique, posées par le savoir scientifique lui-même. La science elle-même, faisait remarquer Gehlen (1949, 12), exerce une contrainte sur le scientifique. Il ne me paraît pas pertinent de comprendre les limites du pouvoir de la science sur le mode d'une irrationalité irréductible, comme une ignorance qui caractériserait certains groupes sociaux, ou même dans laquelle la science maintiendrait volontairement les citoyens afin de renforcer son propre pouvoir. Il serait beaucoup plus pertinent, pour comprendre la société dans laquelle nous vivons, de découvrir les propriétés cognitives et sociales qui expliquent pourquoi le savoir non scientifique conserve une place si importante dans les sociétés modernes.

L'idée selon laquelle la rationalité non scientifique finirait par disparaître avec le progrès scientifique a d'ailleurs été très tôt mise en doute. Durkheim, déjà, refusait de croire, avec Comte, que les vérités scientifiques allaient détruire la pensée mythique. Les vérités de la mythologie consistent en jugements admis sans preuves précises, à la différence des vérités scientifiques soumises au test de la vérification. Mais l'action sociale étant toujours soumise à la contrainte temporelle, elle ne peut s'attendre à ce que les problèmes sociaux puissent être résolus scientifiquement. Une des conditions de la production du savoir scientifique est la suspension de cette contrainte temporelle, de la nécessité d'agir sans tarder. Le savoir scientifique n'est généralement apparu que dans des conditions permettant de différer, de mettre à distance, d'examiner et de suspendre les contraintes vitales, et il a même fait de cette retraite une caractéristique essentielle de la validité de ses théories. Mais *la vie ne peut pas attendre* (Dürkheim [1912] 1994). La société doit travailler dans un environnement de conceptions stables. L'incertitude dans laquelle travaille la science ne convient pas à la vie. Ou pour le

dire à la manière de Bourdieu : on ne doit pas oublier que la logique de la pratique obéit à des normes moins sévères que la logique de la logique. La particularité de la pratique réside dans le fait qu'elle ne laisse aucune place à la considération théorique, parce que la vérité de la pratique est aveugle eu égard à sa propre vérité (Bourdieu 1980). Le fait que les sociologues suivent toujours l'action sociale, le retard inhérent à la science, rendent possible, selon Durkheim, la survivance de systèmes d'idées relevant de la logique du mythe. Dans les sociétés où le savoir scientifique est dominant, les vérités du mythe ne perdent pas leur fonction sociale.

L'idée d'une marche triomphante du savoir scientifique et de la décadence du savoir traditionnel qui en résulterait suppose au moins implicitement que seul, à proprement parler, le savoir scientifique peut progresser. Une telle impuissance du savoir non scientifique, incapable de progresser, trouve son parallèle dans l'hypothèse selon laquelle la science réduit continuellement la sphère du savoir traditionnel, ne peut en aucun cas l'accroître ou l'enrichir. Le savoir scientifique, cependant, renvoie à d'autres formes de savoir, tout particulièrement au savoir commun, auquel il ne peut se substituer (Luckmann 1981). De plus, la science elle-même a des effets sur le savoir non scientifique et contribue à son évolution (Brzezinski 1970). *Alors que notre savoir croît de manière exponentielle, notre évidente ignorance croît plus rapidement encore. Cette ignorance est celle engendrée par la science* (J. Ravetz 1987, 100). Le progrès de la connaissance scientifique, et plus encore de ses applications pratiques, est inséparable du surgissement de nouveaux problèmes sans solutions, d'effets secondaires et de risques inédits. S'il en est ainsi, le discours scientifique engendre sa propre ignorance, que l'on pourrait nommer *l'ignorance des experts*.

L'extension du savoir ne signifie pas nécessairement une réduction parallèle du non-savoir et une meilleure compréhension de la réalité. Bien au contraire, elle peut fort bien s'accompagner d'une grande confusion, d'un sentiment d'incertitude et d'impossibilité à prévoir les effets des actions humaines. La science rend possible une pluralité de possibilités, mais *avec chaque réponse qui vient satisfaire l'humanité, elle fait naître quantité de nouvelles questions, et par là de nouvelles insatisfactions* (Richta 1972, 249).

Parmi ces nouvelles formes d'ignorance, une des plus remarquables est celle qui découle du caractère imprévisible de ce que nous entreprenons. De nombreux changements, qui ont pourtant leur origine dans des progrès de la science, échappent paradoxalement au contrôle rationnel, à la planification, à la programmation ou à la prévision. Des conséquences fortuites, non anticipées, des risques difficilement identifiables, jouent désormais un rôle plus important que dans les sociétés que nous nommions industrielles. La remarque d'Hermann Lübbe (1987, 95) sur notre incapacité collective à anticiper me paraît très judicieuse : notre savoir a progressé, mais l'inexactitude de nos prédictions a progressé davantage encore. *Les époques antérieures jouissaient, par rapport à la nôtre, d'un avantage culturel extraordinaire : elles disposaient d'une connaissance du futur beaucoup plus exacte que la nôtre.* Lübbe fait essentiellement allusion, par cette remarque, au savoir technique. Le nombre de circonstances qui modifient les conditions fondamentales de la vie augmente proportionnellement au savoir disponible. Mais l'exactitude et la validité des pronostics ne sont pas améliorées mais diminuées par le progrès scientifique. La société moderne est de plus en plus fragile. Et cette tendance augmente malgré, ou plutôt en raison du développement de notre connaissance de la nature et de la société. On assiste à ce paradoxe : la croissance de notre savoir nous

permet de mieux connaître les limites de celui-ci. Le savoir n'est jamais absolu, et plus il est développé moins il peut prétendre l'être. La description des possibilités libératrices de la société de la connaissance a suscité diverses réserves, parmi lesquelles celles-ci : elle engendrerait une *tyrannie des experts* (Lieberman 1970), laquelle ruinerait les savoirs et droits des individus. Certains estiment que la technique impose sa propre politique et que ses impératifs sont au service des intérêts de l'élite dominante (McDermott 1969). Cette mise en garde mérite d'être analysée, car elle repose souvent sur une vision inexacte de la signification sociale de l'importance croissante de l'expertise. Elle ne signifie pas que le fossé entre la connaissance scientifique et la connaissance commune s'élargit toujours davantage. Habermas soutient que la rationalisation appauvrit progressivement le monde de la vie quotidienne et éloigne toujours plus le public de la culture des experts. Mais ce processus n'est pas inévitable. La nécessité de confier toujours plus de tâches aux experts ne signifie pas nécessairement un appauvrissement de la vie quotidienne, des formes de savoir qui s'y cultivent, ni un renforcement de la capacité de manipuler et de contrôler les individus. Bien plus : l'accès relativement plus facile à l'assistance et au conseil technique spécialisé a des conséquences émancipatrices pour l'individu.

La conception traditionnelle qui voyait dans le savoir un pouvoir faisait du savoir un bien que les individus étaient censés pouvoir contrôler en limitant l'accès à celui-ci. Et le pouvoir politique traditionnel, de son côté, incluait la possibilité de limiter les libertés individuelles, d'imposer sa volonté aux autres, de les contraindre à l'obéissance, de menacer ceux qui résistent et de continuer à gouverner ainsi, que ce soit par l'autorité administrative ou la violence physique. Mais ce savoir et ce pouvoir ne sont plus ceux des

sociétés de la connaissance. Je ne veux pas dire par là que le pouvoir est passé dans d'autres mains, mais que le mode d'action et le contenu du pouvoir ont changé, et de ce fait également les moyens à sa disposition.

Il faut ajouter que cette conception du savoir, qui lui confère un pouvoir sur la société, présuppose qu'il existe, chez les experts et dans les discours sur le pouvoir de la science, un haut degré de cohérence et une unité des intérêts, ce qui est loin d'être le cas. L'image assez répandue de la science comme d'un édifice reposant sur un solide consensus s'accorde assez mal avec le fait qu'elle consiste plutôt en une communauté où les disputes autour des stratégies de recherche et l'interprétation des résultats sont particulièrement virulentes. Les experts n'agissent pas comme un sujet unique, le savoir spécialisé n'est pas unifié, et il n'y aucune raison de penser que dans le futur apparaîtra un consensus définitif. Ce à quoi nous assistons, c'est bien plutôt qu'avec la découverte du pouvoir et de la fragilité simultanés de la connaissance scientifique, l'autorité des experts s'est affaiblie, que s'est développé le scepticisme face à la croyance en l'impartialité et l'objectivité de leurs opinions. L'expérience enseigne *que les controverses techniques prennent la forme d'une compétition entre diverses interprétations d'une situation* (Barnes 1985, 106). Rien de plus éloigné de la réalité que l'idée d'une élite se soumettant pacifiquement aux résultats objectifs de ses recherches et conspirant, toute entière tendue vers un même objectif, contre les profanes.

La thèse selon laquelle il existerait une nouvelle classe, de nouvelles formes de conflits entre les classes, est très problématique, lorsqu'il s'agit de rendre compte des conflits politiques et économiques contemporains (Galbraith 1967 ; Larson 1984). Elle revient à supposer que les experts peuvent harmoniser de manière

suffisamment cohérente leurs intérêts, qu'ils peuvent parvenir à une unité organisationnelle et politique – même si cela est loin de suffire pour constituer une classe. Le concept traditionnel de classe ne paraît pas pertinent pour rendre compte d'une situation où l'influence grandissante de la science sur les relations sociales s'accompagne d'une fragilité particulière de la structure sociale, qui est en fait un obstacle à la constitution de monopoles. Contre cette fiction d'une nouvelle classe, on peut faire valoir légitimement que les divers groupes socioprofessionnels n'ont pas pris le commandement de la société de la connaissance, non pas tant en raison de la modération dont font preuve les experts, ou de leur aversion pour le pouvoir, que des questions mêmes dont ils s'occupent. Le fait que la société mobilise et applique les diverses disciplines scientifiques rend paradoxalement – et de manière certainement non intentionnelle – plus improbable la possibilité que les experts parviennent à s'assurer une position sociale dominante. Dans la mesure où le savoir a acquis une capacité d'agir, de faire ou de mettre en marche, ceux qui ont recours aux experts deviennent moins dépendants, ne serait-ce que parce qu'ils peuvent mettre en question le savoir qu'on a mis à leur disposition.

Une autre critique qui ne résiste pas à une analyse sérieuse des sociétés de la connaissance est celle qui dénonce l'homogénéisation qui gagnerait l'ensemble de la société. Il existe de nombreuses identités locales, régionales ou nationales, qui font face avec succès au processus mondial d'homogénéisation, pour la même raison, dont il a été question plus haut, qui fait douter de la thèse de l'élimination, par la science, de toutes les autres formes du savoir. Mais ce qui rend plus improbable encore cette égalisation universelle est la nature même de la connaissance que nos sociétés administrent, le rôle qu'y jouent l'interprétation et le contexte, la multiplicité des applications

possibles, la disponibilité et la souplesse qui la caractérisent. Comme le soulignait Ralf Dahrendorf (1980, 753), *les limites de l'homogénéisation tiennent au fait que toute culture a intégré dans sa propre tradition les symboles de la modernité ; chacune fait de ces symboles une part d'elle-même, et d'elle-même seulement*. En d'autres termes, il serait faux de penser, comme le fait cette théorie radicale de l'homogénéisation, que les contextes sociaux locaux sont seulement entièrement passifs face aux influences extérieures. Non seulement les situations locales opposent une résistance, mais elles ont les moyens d'assimiler activement les pratiques culturelles importées. Les pratiques et les produits culturels n'ont pas le pouvoir de déterminer une fois pour toutes, hors de tout contexte d'application, les manières dont ils seront utilisés.

Nous nous sommes habitués à considérer le savoir comme un instrument pour consolider les relations de pouvoir existantes, comme si le progrès de la science jouait toujours en faveur des plus puissants, pouvait être facilement accaparé par eux et éliminait toujours facilement les formes traditionnelles de savoir. Je pense que cette conception de la science comme un instrument par essence répressif et au service des puissants est inexacte. C'est pourquoi il me paraît juste de dire que *dans la nouvelle Alexandrie universelle de l'information numérisée, il n'existe aucune certitude sensible ultime, et aucune validation ultime d'un texte ne renvoie à un écrit original ou à une autorité originale. Il s'agit d'une culture fondée sur un savoir sans cesse réinterprété* (A. Smith 1986, 162). Le savoir est une source d'émancipation pour de nombreux individus et groupes. Ce sont précisément les incertitudes et les possibilités d'interprétation inséparables du savoir qui permettent d'influencer les experts et le savoir autoritaire, et d'agir sur eux (Smith / Wynne 1989). Le simple fait que le savoir doive toujours être re-produit et que les agents

sociaux doivent se le réapproprier, rend possible d'imprimer sa marque personnelle sur lui. Le processus d'appropriation laisse pour ainsi dire des traces. Lors de cette activité d'appropriation, les agents acquièrent de nouvelles capacités cognitives, approfondissent celles qu'ils possèdent déjà, et en général parviennent à utiliser leur savoir de manière plus efficace, ce qui en retour leur permet d'affronter de manière plus critique les nouvelles offres de savoir et de découvrir des possibilités d'action inédites. La distribution sociale du savoir n'a pas les propriétés d'un jeu à somme nulle.

c. La structure des sociétés de la connaissance

Notre conception de la structure sociale est encore aujourd'hui fortement liée à la théorie de la société industrielle. Dans une telle société, les hiérarchies sociales se construisent et se légitiment en relation avec le processus de production et ce qui découle de son mode d'organisation. C'est d'une conception semblable que partaient presque tous les théoriciens de la société post-industrielle, lorsqu'ils présupposaient que la réalité sociale, économique et culturelle était déterminée par la rationalisation et la planification, et que les instruments de ce contrôle étaient dans les mains des organisations de l'État. Cette thèse impliquait la croyance qu'il devait être plus facile de contrôler administrativement les comportements individuels, de faire rentrer tous les mouvements sociaux dans le cadre des protocoles administratifs.

Mais dans la mesure où le travail est aujourd'hui de plus en plus effectué par des professionnels du savoir, qui font partie des groupes politiquement les plus actifs de la société, l'organisation du système politique doit nécessairement changer. C'est le cas, en particulier, de la reproduction des relations traditionnelles de dépendance. Dans les sociétés de la connaissance, les possibilités d'action des individus et

des groupes restreints se sont considérablement renforcées, même si on ne doit pas supposer que cela vaut à tous les niveaux et pour tous les agents. On peut cependant dire qu'en règle générale ces changements débouchent sur une autorité de l'État moins lourde et moins continue. On peut au moins en conclure que l'accroissement du savoir et sa diffusion progressive dans le corps social, loin de rendre plus efficace le pouvoir des institutions centralisées, font naître davantage d'incertitude et de contingence.

Dans les sociétés de la connaissance, la fragilité des structures sociales est beaucoup plus grande. La capacité qu'a la société d'agir sur elle-même est certes incomparablement plus élevée. Mais les sociétés de la connaissance sont politiquement fragiles, non parce qu'elles sont des démocraties libérales – comme de nombreux conservateurs se plaisent à le dire – mais parce que ce sont des sociétés de la connaissance. Ces sociétés renforcent encore le caractère démocratique des sociétés libérales. Dans la mesure où une plus large part de la population peut participer de manière effective, la capacité qu'a l'État d'imposer sa volonté est moindre. La résistance que les circonstances opposent au pouvoir est devenue bien plus significative, et l'exercice de ce dernier est plus équilibré que dans les anciennes sociétés industrielles. La plus grande maîtrise du savoir par les individus, la possibilité qu'ils ont de le remettre en question, limitent la capacité que les instances traditionnelles de contrôle ont d'exiger et d'imposer leur ordre. Les possibilités d'exercer un contre-pouvoir se sont accrues de manière plus que proportionnelle.

La connaissance scientifique ouvre des possibilités d'action toujours plus étendues et renouvelées. À l'encontre de ce qu'affirme la théorie régnante des sociétés modernes, il faut insister sur le fait que les agents sociaux acquièrent, dans les sociétés de la connaissance, une plus grande capacité d'agir, que les structures sociales y sont plus

flexibles, hétérogènes et changeantes, qu'un plus grand nombre d'individus et de groupes peuvent influencer et donner la forme qui leur convient à ces structures. De la même manière, la capacité de l'individu à prendre en main ses intérêts propres s'est renforcée. *La science est devenue une composante de la politique parce que l'approche scientifique de la réalité permet de définir les intérêts que les agents politiques doivent articuler et défendre* (Hass 1990, 11). Pour faire connaître et défendre leurs intérêts, les agents politiques se fondent en grande partie sur l'image de la société que donne la science. Mais il ne faut pas oublier qu'il en va de même des politiques d'opposition et de résistance. Parce que le savoir scientifique moderne n'est pas monolithique, l'action politique des individus, des groupes et des organisations aux intérêts et fins les plus divers peuvent y avoir recours. La science n'est pas seulement un moyen d'harmoniser, qui canalise les conflits et modère les tensions. Le savoir augmente la capacité d'action de tous, pas uniquement celle des puissants.

Pour la plupart des analyses critiques de la société, l'idée que la société moderne tend à homogénéiser toutes les formes de vie et d'expression passe pour un fait évident. Mais cette constatation, et bien d'autres du même genre, relèvent du déterminisme le plus grossier, parce qu'elles ne parviennent pas à comprendre que le type de savoir qui est celui des sociétés de la connaissance n'a plus l'exactitude des disciplines positives d'autrefois, est un savoir plus flexible et fragile à partir duquel il n'est pas facile de construire une organisation sociale rigide.

Le processus de modernisation doit donc être compris de manière moins simple et unilatérale. Même les concepts de différenciation fonctionnelle et la rationalisation de la réalité sociale, qu'on considérait comme des moteurs de la société moderne, doivent céder

le pas à des versions plus ouvertes de l'évolution sociale. Le principe de fragmentation, par exemple, selon lequel notre société n'a plus de centre unique mais est constituée de sous-systèmes autonomes, doit être corrigé pour prendre en compte également les mouvements qui vont en sens contraire. Des conceptions de la société moins déterministes parlent de processus d'intégration et de *dé-différenciation* (Tilly 1984, 48) qui peuvent à leur tour modifier la tendance dominante des sociétés modernes dans le sens d'une plus grande variabilité, fragilité et contingence des liens sociaux. L'idée d'une évolution linéaire est par conséquent très discutable. Il est remarquable qu'il y ait quantité de limites qui ne remplissent plus leur fonction de barrières, qu'il existe des possibilités nouvelles de passage entre des frontières qui étaient jusque-là supposées infranchissables. Le processus évolutif de modernisation ne doit pas être compris comme une série d'étapes strictement prédéterminées, mais comme un processus ouvert, souvent même réversible, d'expansion de l'action sociale. La modernisation, en ce sens, serait donc plutôt un processus multilinéaire d'élargissement des possibilités d'action.

Le contrôle toujours plus étroit du savoir par la société est un de ces phénomènes qui contribue à modifier le statut assigné au savoir par les critiques de la civilisation technique et scientifique. L'existence même de ce contrôle est une preuve que la sphère du savoir n'est pas devenue totalement autonome et est susceptible d'être contrôlée par d'autres sphères sociales, comme le droit ou la politique.

La science et la technique peuvent, en principe, justifier facilement n'importe quelle décision. Le caractère exotérique de la science, qui reste inaccessible à grande majorité des citoyens, fait qu'on recourt à elle pour marquer l'indépendance et l'objectivité des décisions. C'est pourquoi la science a pu s'ériger, souvent, en autorité au service des

décisions controversées. Mais, en même temps, le développement de la science et de la technique s'est toujours accompagné d'une méfiance à leur égard, et rien n'indique qu'il en ira différemment dans le futur. Il y a une coïncidence curieuse, dans la société contemporaine : la peur et le respect face à l'autorité et aux décisions de l'administration ont progressivement reculé, et en même temps les citoyens sont de plus en plus préoccupés par les effets négatifs du progrès scientifique et technique. Les problèmes de l'environnement, les conséquences de l'utilisation de certaines techniques, la conscience du fait que tous les problèmes sociaux ne peuvent pas être contrôlés rationnellement ni évités ou résolus par la planification, sont des indices du fait que la confiance totale à l'égard de la science et la technique relève déjà du passé. Tout se passe comme si le recul de la peur avait été compensé par la croissance de l'inquiétude.

Entre-temps, le contrôle social de la connaissance scientifique s'est accru considérablement. Dans tous les pays développés, il existe une législation complexe et un grand nombre d'organisations chargées d'enregistrer, de permettre, de vérifier et de superviser les médicaments, l'usage des technologies à haut risque, les brevets déposés, le contrôle des aliments, etc. Nous ne sommes plus à l'époque où la sphère scientifique était complètement autonome et veillait jalousement sur cette autonomie. Les applications de la connaissance scientifique ont cet effet que le savoir est désormais intégré dans un contexte social externe, non scientifique. Il en résulte que les mécanismes de contrôle propres à ce contexte ont une influence sur la science. Le savoir scientifique ne peut échapper aux processus de décision propre à ce contexte. C'est pourquoi, aujourd'hui, on ne considère plus le contrôle du savoir par le pouvoir politique comme une intrusion intolérable menaçant la logique propre à la science. Dans la mesure où le savoir est devenu une composante

à part entière des sociétés, la production, la reproduction, la distribution et la réalisation du savoir ne peuvent plus échapper aux débats politiques explicites et à la régulation par le droit. La production et la distribution du savoir sont aujourd'hui des questions politiques comme les autres et sont l'objet de décisions économiques. Avec les sociétés de la connaissance, nous ne sommes plus dans une situation où le petit nombre peut quasiment tout contrôler, mais plutôt dans celle où le grand nombre ne peut pas contrôler grand-chose. Le savoir est davantage accessible à tous, les instances traditionnelles de contrôle ne pouvant plus imposer leur ordre de la même manière. La capacité d'influencer, de résister, de faire valoir ses intérêts s'est développée, pour les individus et les différents groupes qui constituent la société civile, de manière plus que proportionnelle. Ces nouvelles possibilités ouvrent un nouvel espace où la liberté des agents peut s'exercer, de sorte que le cauchemar de la manipulation rationnelle de la société s'évanouit. Le progrès de la science a nécessairement pour effet un affaiblissement de la foi dont elle avait fait l'objet : dès que nous connaissons le mécanisme de la machine, l'étonnement ne dure plus très longtemps, juste le temps qu'il faut au fantôme qu'on imaginait en elle pour s'évanouir. Savoir, c'est savoir à quel point le savoir est précaire, dispersé, d'un accès facile, vulnérable à la critique, faible face à l'obstination du sens commun et des coutumes ancestrales, en un mot c'est savoir que la vie ne se laisse pas gouverner facilement et que la garantie ultime de la liberté personnelle est son inertie face à la manipulation.

Bibliographie

Barnes, Barry (1985), *About Science*, Oxford: Blackwell.

Bell, Daniel (1960), *The End of Ideology*, Glencoe: Free Press.

— (1973), *The Coming of Post-Industrial Society. A Venture in Social Forecasting*, New York: Basic Books.

Böhme, Gernot (1984), "The knowledge-structure of society", en: Gunnar Bergendal (ed), *Knowledge Policies and the Traditions of Higher Education*, Stockholm: Almqvist & Wiksell, 5-17.

Bourdieu, Pierre (1980), *Le sens pratique*, Paris: de Minuit.

Brzezinski, Zbigniew (1970), *Between the Ages. America's Role in the Technotronic Age*, New York: Viking Press.

Dahrendorf, Ralf (1980), "Im Entschwinden der Arbeitsgesellschaft. Wandlungen in der sozialen Konstruktion des menschlichen Lebens", en: *Merkur* 34, 749-760.

Durkheim, Emile ([1912] 1994), *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris: PUF.

Foucault, Michel (1975), *Surveiller et punir: naissance de la prison*, Paris: Gallimard.

Galbraith, John K. (1967), *The New Industrial State*, New York: Houghton Mifflin.

Gehlen, Arnold (1949), *Sozialpsychologische Probleme der industriellen Gesellschaft*, Tübingen: J. C. B. Mohr.

Giddens, Anthony (1990), *The Consequences of Modernity*, Stanford University Press.

Haas, Ernst B. (1990), *When Knowledge is Power. Three Models of Change in International Organizations*, Berkeley: University of California Press.

Krohn, Wolfgang y Werner Rammert (1985), "Technologieentwicklung: Autonomer Prozeß und industrielle Strategie", en: Burkart Lutz (ed), *Soziologie und gesellschaftliche Entwicklung. Verhandlungen des 22. Deutschen Soziologentages*, Frankfurt: Campus, 411-433.

Lane, Robert E. (1966), "The decline of politics and ideology in a knowledgeable society", en: *American Sociological Review* 31, 649-662

Larson, Magali Sarfatti (1984), "*The production of expertise and the constitution of expert authority*", en Thomas L. Haskell (ed), *The Authority of Experts*, Bloomington: Indiana University Press, 28-80.

Lieberman, Jethro K. (1970), *The Tyranny of Experts: How Professionals are Closing the Open Society*, New York: Walker.

Luckmann, Thomas (1981), "Vorüberlegungen zum Verhältnis von Alltagswissen und Wissenschaft", en: Peter Janich (ed), *Wissenschaftstheorie und Wissenschaftsforschung*, München: Beck, 39-51.

Lübbe, Hermann (1987), "Der kulturelle Geltungsschwund der Wissenschaften", en: Helmut de Ridder y Heinz Sahner (ed), *Wissenschaft und gesellschaftliche Verantwortung*, Berlin: Arno Pitz, 89-108.

Marcuse, Herbert([1964] 1989), *Der eindimensionale Mensch. Studien zur Ideologie der fortgeschrittenen Industriegesellschaft*. Schriften, 7, Frankfurt: Suhrkamp.

McDermott, John (1969), "Technology: The opiate of the intellectuals", en: *New York Review of Books* 13 (2), 25-35.

Mumford, Lewis (1962), *Technics and Civilization*, New York: Harcourt Brace Jovanovich.

Ravetz, Jerome R. (1987), "Usable knowledge, usable ignorance", en: *Knowledge* 9, 87-116.

Richta, Radovan (1972), *Technischer Fortschritt und industrielle Gesellschaft*, Frankfurt: Makol Verlag.

Salomon, Jean Jacques (1973), *Science and Politics*, Cambridge University Press.

Schelsky, Helmut (1961), *Der Mensch in der wissenschaftlichen Zivilisation*, Köln/Opladen: Westdeutscher Verlag.

— (1965), *Auf der Suche nach der Wirklichkeit*. Gesammelte Aufsätze, Düsseldorf: Diederichs.

Smith, Anthony (1986), "Technology, identity and the information machine", en: *Daedalus* 115, 155-169.

Smith, Roger y Wynne, Brian (1989), *Expert Evidence: Interpreting Science in the Law*, London: Routledge.

Tilly, Charles (1984), *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*, New York: Russel Sage Foundation.

Touraine, Alain (1984), *Le retour de l'acteur: essai de sociologie*, Paris: Fayard.